



# Le Quotidien de l'économie verte

005

Supplément mensuel du green business

## AGROFORESTERIE

## Un nouvel outil de lutte contre la pauvreté et les changements climatiques

L'intégration de la culture arboricole à grande échelle dans les paysages agricoles créerait un puits de carbone efficace tout en assurant une production alimentaire durable.

Comment arriver à concilier le développement des communautés rurales, la production agricole et la préservation de la biodiversité ? Cette question constitue un véritable défi pour le monde qui aujourd'hui fait face à de nombreux problèmes liés à la sécurité alimentaire. L'idée d'associer les arbres et les cultures semble ingénieusement répondre à cette préoccupation.

Présenté comme un système dynamique de gestion des ressources naturelles reposant sur des fondements écologiques qui intègre des arbres dans les exploitations agricoles et le paysage rural et permet ainsi de diversifier et maintenir la production afin d'améliorer les conditions sociales, économiques et environnementales de l'ensemble des utilisateurs de la terre (selon l'organisation World Agroforestry Center), l'agroforesterie présente de nombreux avantages pour les agriculteurs et les foyers ruraux. L'activité agroforestière permet de constituer un stock important de carbone dans le bois et dans le sol ; ce qui enrichit considérablement la matière organique du fait de la décomposition des racines des arbres au fil du temps.

Les arbres ont un effet protecteur sur tout ce qu'ils entourent. Les associer aux cultures permettrait de



protéger ces dernières du vent, de la sécheresse et des impacts des pluies. Grace au phénomène de compétition qui fait que les arbres veulent être plus hauts que les cultures, ils enfoncent naturellement leurs racines plus profondément dans le sol, favorisant ainsi la récupération des nitrates qui aident à limiter la pollution des eaux et la circulation capillaire de l'eau profonde, tout en permettant aux pluies de mieux s'infiltrer pour recharger la nappe. Les arbres structurent des habitats semi-naturels, qui abritent une faune et une flore diversifiées indispensables à l'agriculture (pollinisation, lutte contre les ravageurs). Ils créent des ressources et maintiennent une trame écologique, évolutive dans l'espace et dans le temps.

Les innovations de l'agroforesterie peuvent aider les ménages ruraux à améliorer leur nutrition et générer des rendements agricoles grâce à

une diversification agricole. En laissant pousser les arbres aux milieux et autour des cultures, l'agriculteur récolte le fruit d'une action qui agit positivement sur les facteurs déterminants de la production que sont le sol (la richesse en lignine des arbres contribue à former un humus stable et fertile.) L'eau (les racines des arbres filtrent l'eau dans les profondeurs du sol, limitant les pollutions dans les nappes), le climat (les arbres créent un microclimat à l'échelle de la parcelle grâce à l'ombre et aux actions brise-vent qu'ils procurent en stockant du carbone, réduisant ainsi les émissions de gaz à effet de serre).

L'agroforesterie est très favorable à la production des cultures comme les légumes, les tubercules, le cacao, le thé, le café, la vanille. L'agriculteur fait ainsi de nombreuses économies du point de vue financier car le besoin en engrais et en pesticides est moins considérable qu'en

agriculture intensive classique. Il améliore les moyens de subsistance en produisant mieux et avec des rendements plus élevés. Les experts en arboriculture et en carbone du Centre international d'agroforesterie affirment qu'un milliard d'hectares de terres arables (la majeure partie se trouvant dans des pays en développement) pourraient être transformés en paysages agricoles riches en carbone, contenant potentiellement 50 milliard de tonnes de dioxyde de carbone soit le tiers du défi que constitue la réduction du carbone. L'intégration de la culture arboricole grande échelle dans les paysages agricoles créerait un puits de carbone efficace tout en assurant une production alimentaire durable, et contribuerait également à l'adaptation aux changements climatiques.

N'est-il pas temps, au vue de ces avantages que pourraient tirer les agriculteurs et les ménages ruraux, de mettre en place des mécanismes de promotion de l'agroforesterie, ou mieux, d'en faire toute un programme qui inviteraient toutes les parties prenantes du secteur forêt à penser un avenir climatique meilleur auquel aura contribué les agroforestiers de façon tangible.

Winnie KITIO T.

## GREEN EN BREF

## AFRIQUE CENTRALE

### Les « Celcoms » s'imprègnent du PDDAA

Un séminaire régional pour les responsables de l'information et de la communication des Etats membres de la Ceeac sur le programme détaillé de développement de l'agriculture africaine s'est tenu du 14 au 16 janvier 2015 à Libreville au Gabon. Présidé par son S. E. Luc OUYOBI, ministre de l'Agriculture, de la Pêche et de la Sécurité Alimentaire du Gabon, ce séminaire a abouti à l'étude des problèmes liés à la promotion de l'agriculture et de ses filières en Afrique.

## COMIFAC

### 8<sup>ème</sup> session du conseil des ministres au Burundi

Le 16 janvier 2015 s'est tenue à Bujumbura au Burundi, la huitième session ordinaire du conseil des ministres de la Commission des forêts d'Afrique. Le but était de passer en revue les orientations devant soutenir le plan d'action biennal (2015-2016) et de valider le rapport des années et surtout le règlement intérieur du conseil des ministres. Ont été également examinés : le processus d'harmonisation des politiques forestières en Afrique centrale à travers les guides de planification qui ont été élaborés, le rapport final de l'étude de capitalisation des expériences de mise en œuvre du plan de convergence, le rapport final de l'analyse prospective sur l'évolution des écosystèmes d'Afrique centrale horizon 2040 sur le sommet des chefs d'Etat sur la conservation et la gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale.

## CONCOURS

### Des prix pour les journalistes

Il s'agit de la première édition des Forest Media Awards, une récompense des efforts de sensibilisation et de communication déployés par les médias et les hommes de médias dans le domaine de la gouvernance forestière. L'initiative est organisée avec l'appui du projet « enforcement and governance for a sustainable management forest ». Ce projet mis en œuvre par le FODER (forêt et développement rural), se fait sous financement de l'union européenne est une compétition nationale.

## DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

## L'apport du secteur forêt-faune

Entre 2008 et 2010 ce secteur a contribué à hauteur de 2,7% du PIB hors-pétrole du Cameroun, selon une étude de CIFOR.

Les forêts d'Afrique centrale sont sources d'importants revenus pour les pays de la sous-région, tant dans le secteur formel que dans le secteur informel. Dans la plupart des pays du bassin du Congo, l'exploitation forestière reste le principal pourvoyeur d'emplois, particulièrement dans les zones rurales où, les entreprises assurent les services liés au développement. Pourtant, les retombées du secteur forestier et faunique sur les économies nationales des pays d'Afrique centrale, restent trop peu documentées pour leur donner la visibilité méritée. Ceci explique, le fait que l'apport du secteur forestier ne soit pas mentionné, dans les économies nationales, par les orientations des politiques. C'est donc fort de ce constat, que la facilitation du partenariat pour les forêts du bassin du Congo (PFBC), la commission des forêts d'Afrique centrale (Comifac) et les administrations forestières des pays membres, ont soutenu une étude d'évaluation exhaustive de la contribution du secteur

forestier aux économies des différents Etats, afin d'accompagner les décisions politiques, vers un engagement plus transparent inhérent à la gestion des ressources naturelles : le cas du Cameroun.

D'après cette étude menée par le Centre de recherche forestière internationale (CIFOR), dans le cadre du programme de recherche sur les forêts et l'agroforesterie, la contribution du secteur forêt-faune sur l'économie camerounaise a représenté de manière constante 2,7% du PIB entre 2008 et 2010. Dans la même période, la chasse à elle seule a constitué 0,2% du PIB. Cette contribution globale est supérieure à celle du secteur minier, qui en excluant le pétrole, représente 0,18% et derrière le secteur agricole qui pour la même période représente 15 à 17% du PIB. Prenant 2010 comme année de référence, la contribution aux recettes publiques comprenant la TVA non déductible, les impôts sur les produits, l'import-export représentent 16,176 milliards de FCFA pour le secteur for-

ret-faune, 16, 086 milliards pour le secteur minier et environ trois milliards attribués au secteur agricole. La valeur des recettes d'exportations générées par le secteur forestier de 2008 à 2009, période fortement marquée par la crise financière internationale, qui a frappé le secteur, couvre en moyenne 218,5 milliards de FCFA par an et 401 milliards de FCFA, comme valeurs des exportations des PFNL (Produits Forestiers Non Ligneux, pour 207,2 milliards. La valeur des exportations des produits issus du bois, offre ainsi des opportunités d'emplois formels liés à l'exploitation industrielle du

forêt et à la transformation du bois. Ainsi on dénombre 22.722 emplois directs dont 21902, dans la filière bois d'œuvre industrielle et 802 liés à la chasse sportive. Par cette étude, le secteur forêt au Cameroun, comme dans la plupart des pays de la sous-région, présente de nombreuses opportunités de développement, malgré de multiples irrégularités dans la gestion des ressources forestières, enregistrées, qui ont de réels impacts économiques et sociaux, sur les économies nationales de la sous-région.

Constant Yap

Contribution du secteur forêt faune est de 4 % du PIB hors pétrole		
Filière	Valeurs ajoutées Milliards de CFC	Contributions au PIB Hors pétrole
Bois d'œuvre	177.06	1,52
Bois Energie	152.00	1,31
Produits Forestier non Ligneux	64.12	0,55
Sciage artisanal	44.87	0,40
Chasse villageoise	16.51	0,14
Chasse sportive	3.71	0,03
Ecotourisme	1.70	0,01
TOTAL	460.51	3,97

Source CIFOR



11

# Green ZOOM

BUSINESS

## Les bonnes affaires des chasseurs de «vers blancs»

*Le commerce de ce produit forestier non ligneux génère des revenus importants pour les populations de zones forestières.*

Abong-Mbang dans la région de l'Est. L'arrondissement arrosé par le fleuve Nyong et ses multiples affluents, fait partie des plus grands bassins de production de larves de hannetons communément appelés « vers blancs ». Il s'agit d'une espèce de larve comestible qui se développe dans les raphias qui tapissent les zones marécageuses de la région. Ces vers blancs s'y développent sous forme de micro-organisme et deviennent mature au bout d'un an. Les raphias comportant les vers blancs en maturité se distinguent par leurs feuilles mortes ou jaunâtres. Leur extraction se fait à l'aide d'un plantoir. « Il faut déraciner le raphia en profondeur, si non les vers blancs migrent des bambous aux racines et vous n'aurez rien » affirme Oundi Rostand, spécialiste dans la récolte des vers blancs. « Pour avoir une assez bonne quantité de vers blancs, nous déracinons une vingtaine raphias en 06 ou 07 jours. Nous obtenons ainsi

au moins 20 litres de vers blancs soit l'équivalent de 35 à 40 verres » explique-t-il.

Une fois extraits, les larves sont vendues à concurrence de 450 FCFA par verre. « Quand nous achetons les vers blancs en forêt nous utilisons le verre de 06. Mais à Abong-Mbang, nous les revendons à 500 FCFA en utilisant le verre de 05 qui est moins grand que la mesure utilisée à l'achat. » Précise Mlle Issague Frédéline, une revendeuse de vers blancs originaire du village Sokamalam. Pour satisfaire la demande de la clientèle et accroître leur marge de bénéfice, les revendeuses vont jusqu'à Yaoundé pour écouler leur marchandise. « Au niveau de Yaoundé les prix de vente varient de 1000 à 1200 FCFA le verre et cela nous permet d'avoir du bénéfice » affirme Issague Frédéline. L'on se rend ainsi compte que le prix d'un verre passe presque du simple au double lorsqu'il est commercialisé à Yaoundé. Même en déga-



**Des larves de hannetons ou vers blancs**

geant les coûts de transport, la marge de bénéfice reste très grande.

Dans les artères des grandes villes, les vers blancs sont commercialisés le plus souvent sous forme de brochettes et vendues à 100 FCFA l'unité. Une activité génératrice de revenu pour les populations. « Je pratique ce commerce

depuis plus de dix ans... » indique Marie, vendeuse de brochettes de vers blancs à Abong-Mbang. « C'est pas tous les jours qu'on se fait du bénéfice, mais il nous permet d'envoyer nos enfants à l'école et de résoudre quelques problèmes familiaux » continue-t-elle.

Pour les écologistes, la récolte des vers

blancs ne représente pas un danger pour l'environnement. Selon ces spécialistes, au regard de la très grande densité des raphias et des techniques traditionnelles de récolte utilisées jusqu'ici, l'impact sur l'environnement est minime. De plus, le nombre de personnes qui se livrent à cette activité à risque n'est pas important. Il n'y a donc pas de risque de voir cet animal disparaître. Par conséquent, nous continuerons à déguster ce délicieux produit forestier non ligneux ! Cependant, comme le dit une vieille sagesse, « deux précautions valent mieux qu'une ». Au regard de la fragilité des zones marécageuses qui abritent les raphias d'une part et de la haute valeur commerciale des vers blancs d'autre part, il y a lieu de rester vigilant au risque d'une éventuelle ruée vers l'extraction anarchique de ce produit forestier non ligneux.

GEORGES EMMANUEL TSAYID

PRODUITS FORESTIERS

## Les vertus agro-écologiques et thérapeutiques du vétiver

*Cette espèce florale qui contribue à l'augmentation des rendements agricoles, participe à l'agriculture biologique est aussi utilisée dans la pharmacopée.*



**La culture du vétiver permet d'améliorer les conditions de vie des populations**

Peu de plantes de notre globe possèdent autant de vertus. Le « vétiver », fait partie de cette classe exceptionnelle de végétaux, qui, par leur efficacité et leur adaptation à toutes les biomasses, sont de vrais miracles de la nature. Cette plante, que la sagesse humaine quali-

fie de « magique et miraculeuse », a de nombreuses propriétés utiles dans le secteur de la médecine traditionnelle et moderne. En effet, les racines du vétiver sont largement utilisées à des fins médicinales. Du simple rhume au traitement contre le cancer, en passant par les AVC, la liste des maladies

traitées à l'aide de cette plante est longue. D'ailleurs, le vétiver est très prisé dans la pharmacologie, la phytothérapie et d'autres branches de la médecine. Toujours est-il qu'il n'y a pas que le domaine de la santé, qui bénéficie des grâces de cette plante, dont l'espèce *Chrysopogon Zizanioides*, demeure la plus efficace d'une famille de 12 variétés.

Stérile et d'origine tropicale, le vétiver pousse pourtant sans difficulté dans des régions arides, froides et s'adapte à tous types de sols. Grâce à son système racinaire massif bien structuré, qui croît très rapidement, le vétiver est extrêmement tolérant à la sécheresse et difficile à déloger par de forts courants. Il a des tiges hautes et raides, pouvant résister à des écoulements des eaux relativement profonds. Des capacités, qui font de cet herbicide, un atout majeur pour la conservation des sols et de l'eau dans

les terres agricoles. L'arrêt de l'érosion, la stabilisation des pentes et la protection d'infrastructures des éboulements, le vétiver assure bien ces fonctions. C'est d'ailleurs, fort de ce constat, que des pays comme l'Inde, l'utilisent depuis les années 80, afin qu'il participe à la promotion de l'économie verte, de la protection de l'environnement, de la bio ingénierie des infrastructures. Avec sa capacité de grande résistance aux parasites, aux maladies et au feu, le vétiver joue tout aussi un rôle dans la phytoremédiation des terres contaminées, l'épuration des eaux usées, l'alimentation animale, l'artisanat, le biocarburant et même la décoration.

Le vétiver contribue significativement à l'augmentation des rendements agricoles et participe à l'agriculture biologique. Au Nigéria par exemple, le niébé et le maïs, ont atteint un rendement à hauteur de 50%

en 2010. Et pour cause, par ses feuilles pointues et ses haies vives bien établies sur pente ou terrain plat, le vétiver est utilisé dans la lutte biologique des insectes ravageurs et des rongeurs, dans de nombreux pays tels que l'Afrique du Sud, le Nigeria, le Maroc et l'Inde. Il permet également de par ses grandes capacités de rétention des eaux de ruissellements, de l'humidité et des éléments nutritifs dans le sol, l'élévation de 78% de la production et améliore la qualité des sols appauvris. Le Vétiver permet aussi par effet domino la croissance des plantes voisines. Mentionnés en Mésopotamie 5000 ans avant Jésus Christ pour ses propriétés aromatiques et antiseptiques, le vétiver est l'une des plus anciennes plantes de la planète, qui jusqu'ici, reste au service de tous.

ROSE OLINGA

**Le Quotidien de l'économie verte**

Edité par THELI RP

BP : 312 Yaoundé  
e-mail : [quotidien\\_economique@yahoo.fr](mailto:quotidien_economique@yahoo.fr)

Bureau Yaoundé  
Tel : (+237) 242 23 10 71

Bureau Douala  
Tel : (+237) 243 42 88 32

**Directeur de la publication :**

Thierry Ekouti

**Chef d'édition :**

Baudouin Enama

**Rédaction générale :**

Constant Yap, Winnie Kitio T.  
Otric Ngon, Elodie Bodolo

**Infographie :**

Guy Germain Tayou Yamahe





## CHANGEMENTS CLIMATIQUES

# Et si Lima était la base d'un futur traité

*L'accord trouvé à Lima au Pérou invite les pays riches à fournir un soutien financier aux pays en développement.*

**A**u premier regard, le monde entier a marqué un point dans la bataille contre les changements climatiques. Au terme des négociations marathon, le document final de quatre pages qui invite les pays du monde entier participants à la 20e conférence des parties de la convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques, réunie à Lima au Pérou depuis au début du mois décembre, a approuvé les éléments de base d'un futur traité mondial sur le climat. Lequel devra être conclu à la conférence de Paris fin 2015. La majeure partie des décisions difficiles sur les moyens de freiner les changements climatiques a été remise à l'année prochaine. « Il restera beaucoup à faire à Paris l'an prochain », a ainsi déclaré le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius. En vertu de l'accord, les engagements des différents pays en matière de lutte contre le réchauffement climatique seront compilés dans un rapport qui sera établi au plus tard le 1er novembre 2015, cela afin d'évaluer leurs effets combinés pour freiner la hausse des températures. Mais avant la date-butoir informelle du 31



**Des participants au sommet de Lima.**

mars 2015, les pays devront définir chacun un plan national de lutte contre les changements climatiques. Car ce texte expose et propose une vaste gamme de possibilités. Y compris celle qui vise un objectif de zéro CO<sub>2</sub> à l'horizon 2100, voire plus tôt. Ceci à travers un abandon des combustibles fossiles comme le pétrole au profit des énergies renouvelables ce qui reste un énorme défi au regard du caractère incontournable donc détient ce dernier sur l'économie de la planète.

Pour une fois le mot accord semble peser de tout son poids par un juste équilibre entre apaisement pour les pays

émergents comme la Chine et l'Inde soucieux de protéger leurs économies, et la satisfaction des pays riches conduits par les Etats-Unis. Pour ces derniers, il est temps que les économies émergentes contiennent leurs émissions de gaz à effet de serre en forte augmentation. L'accord trouvé à Lima, après deux semaines de négociations, invite les pays riches à fournir un soutien financier aux pays en développement, même si sur le plan environnementaliste et d'après le secrétariat des Nations unies au changement climatique, les engagements combinés de tous les pays, en vue de la conférence de Paris, ne suf-

firont pas pour atteindre l'objectif affiché, à savoir limiter le réchauffement à 2° Celsius au-dessus de la température moyenne de l'ère préindustrielle.

Les actes sont absents et on est très loin d'un accord qui enclencherait enfin la sortie des énergies fossiles, condition pour lutter contre les dérèglements climatiques selon le Giec, Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Les résultats de Lima sont médiocres mais sans surprise néanmoins l'idée d'aboutir à Paris à un traité international imposant des obligations à tous les pays marque une évolution nette par rapport au protocole de Kyoto (1997), qui n'imposait qu'aux seuls pays riches de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. C'est à une nouvelle forme de coopération internationale sur les changements climatiques, par laquelle l'ensemble des pays participeront, avec une batterie de nouvelles réglementations", analyse Jennifer Morgan, du club de réflexion World Resources Institute. Il est temps d'agir car les plus pauvres en souffrent de plus en plus

CONSTANT YAP

## INITIATIVE

## L'Afrique développe les ENR

*Selon Seyni Nafa, porte-parole du Groupe Afrique dans les négociations de la 19ème Conférence des Nations Unies, les pays africains sont les premiers concernés par le changement climatique.*

La transition énergétique s'enclenche sur l'ensemble de la planète d'une manière « irréversible » selon le patron de GDF Suez, Gérard Mestrallet. Toutefois, l'Agence Internationale de l'Energie anticipe pour l'instant que « certains pays, en particulier en Afrique, vont développer des infrastructures énergétiques répondant uniquement à des besoins locaux et sans passer par la constitution d'un grand réseau ». Un contexte propice à l'émergence de petites centrales solaires ou éoliennes.

De son côté, le Conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies (CGEJET) estime qu'une planification internationale pourrait aboutir à « des coproductions "prometteuses" en matière d'énergies renouvelables entre les deux rives » de la Méditerranée. Avec le Maroc, l'Algérie mais aussi la Tunisie, la Libye et l'Égypte, la filière de l'énergie solaire avait notamment relancé l'idée d'un Plan Solaire Méditerranéen (PSM), proposée dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée...

Même sans ce projet resté en attente, près de 20% de l'électricité mondiale est déjà produite avec des sources d'énergie renouvelable, la production devrait tripler à l'horizon de 2035, et l'Afrique contribuera à cette évolution. La société qatarie Nebras Power vient par exemple de s'associer avec EDF pour développer cinq champs d'éoliennes au Maroc. Dans un même temps au Kenya, un champ d'éoliennes a été élu meilleur projet d'énergie renouvelable de 2014 par Project Finance International.

Les exemples se multiplient pour montrer la contribution du continent africain dans la lutte contre le réchauffement climatique. Cependant, selon le bilan du Bloomberg New Energy Finance, les investissements dans les énergies vertes ont progressé de 16% en 2014 principalement du fait de la Chine qui a augmenté de 32% ses dépenses pour le secteur.

PIERRE GIRAUD

## JEAN JOUZEL

## « Il faut abandonner notre système énergétique »

*Le climatologue français Jean Jouzel, co-lauréat du Prix Nobel de la Paix en 2007, tire la sonnette d'alarme sur l'urgente nécessité d'agir pour stabiliser le réchauffement climatique.*

**Quelle part de responsabilité avon-nous dans le réchauffement climatique ?**

C'est très clair, le réchauffement climatique du siècle est dû à 95 % aux activités humaines. Il est lié à notre utilisation de combustibles fossiles, pétrole, gaz et charbon. Il est aussi dû à nos pratiques agricoles.

**Peut-on enrayer ce phénomène ?**

On ne peut pas arrêter le réchauffement climatique. Il est inéluctable. Mais on peut essayer de le stabiliser. Si on ne fait rien, nous risquons de faire face à un réchauffement de 4 à 5 °C à la fin du siècle. Nous ne pourrions sans doute pas nous adapter à ce climat.

**Maintenir ce réchauffement sous la barre des 2 °C, est-ce vraiment réalisable ?**

C'est techniquement possible à condition de s'orienter vers des énergies renouvelables. Il faut abandonner notre système énergétique. En France, la loi



sur la transition énergétique a pour but de diminuer par quatre nos émissions de gaz à effet de serre. C'est très ambitieux, mais nécessaire.

**Vous annoncez 2014 comme l'année la plus chaude au niveau planétaire. Est-ce confirmé ?**

Au niveau français, c'est certain. À Rennes, l'hiver dernier, il y a eu deux fois plus de précipitations qu'un hiver normal. On en a vu les conséquences : d'importantes inondations. Cela an-

nonce ce qui va venir si nous n'agissons pas.

**Quelles seraient les conséquences pour la Bretagne ?**

La Bretagne n'est pas la région la plus vulnérable, mais elle ne sera pas épargnée. Sur une échelle d'un siècle, les hivers bretons seront plus doux et les précipitations hivernales plus importantes. L'élévation du niveau de la mer de 40 à 50 cm transformera la géographie. Sur l'Île de Sein et dans le Golfe

du Morbihan, l'érosion risque d'être accélérée, ce qui aura des conséquences sur les rendements agricoles. À l'échelle de milliers d'années, on pourra voir la fonte du Groënland. Ce serait une Bretagne très différente d'aujourd'hui que nous connaissons.

**L'opinion publique est-elle plus sensible à ces enjeux ?**

Le problème, c'est que le message que nous portons était à peu près le même il y a vingt ans. On disait déjà qu'il y avait urgence. Il faut changer complètement notre mode de développement. Au niveau planétaire, c'est loin d'être gagné d'avance. On nous dit toujours le problème dans l'autre sens. Aller vers une société sobre en carbone est le gage de créations d'emplois. C'est cet aspect positif que je viens porter aux élus et aux élèves que je vais rencontrer à Fougères, notamment. Je m'adresse aussi à tout le tissu économique qui a un rôle majeur à jouer.

SOURCE FRANCE OUEST

IV

Green  
Le plus

BRACONNAGE

# Menace de disparition du rhinocéros blanc

*A travers la planète, il ne reste plus que cinq animaux de cette espèce en voie de disparition du fait du braconnage.*

Il ne reste plus que 5 rhinocéros blancs du nord, dans le monde. La disparition totale de ce mammifère du globe terrestre est des plus imminentes. C'est éviter cette situation catastrophique que les échanges entre défenseurs de l'environnement et scientifiques se sont réunis le 27 janvier dernier, dans la réserve d'OI PEJETA, aire protégée située au centre du Kenya. La task force réunis d'urgence, a poussé la réflexion, sur les moyens de reproduction à entreprendre, pour pérenniser l'espèce en voie de disparition. L'équation, paraît complexe à résoudre ! En effet sur les cinq survivants de rhinocéros blancs du nord, il ne reste plus qu'un mâle, du nom de Sudan vivant dans un enclos en compagnie de deux femelles. Les deux autres femelles sont refu-

giées dans les zoos Tchèque et Américain pour leur sauvegarde. Seulement Le sperme de Sudan, qui comme deux des dernières femelles a dépassé les 40 ans, (espérance de vie de ces rhinocéros) est de mauvaise qualité et aucune des quatre femelles encore en vie n'est apte à la reproduction, selon les vétérinaires. « Notre combat, c'est de déterminer ce qui est scientifiquement possible dans le court délai qui nous est encore imparti », a expliqué Richard Vigne, directeur général d'OI Pejeta. La conception d'un « bébé rhinocéros éprouvette », par fécondation in vitro, via une femelle porteuse d'une autre sous-espèce, Le rhinocéros blanc du Sud, espèce moins menacée dans l'immédiat, semble être la meilleure option.

Le rhinocéros blanc du nord, est me-

menacé de disparition, à cause d'une recrudescence d'acte de braconnage et de conflits armés, survenus dans leurs milieux de vie naturels et traditionnels, tels qu'en RCA, en RDC. Au mois d'octobre dernier, Suni, dernier mâle capable de se reproduire, est décédait à 34 ans, vraisemblablement de mort naturelle. Le mois suivant, c'était au tour d'Angalifu, un autre mâle de mourir de suite de vieillesse à 44 ans au zoo de San Diego (Etats-Unis). La corne de rhinocéros est recherchée en Asie pour ses prétendues vertus médicinales et au Yémen pour la fabrication de manches de dagues traditionnelles. Elle est revendue entre 60 et 80.000 dollars le kilo au marché noir, environ deux fois le cours actuel de l'or.

Les actes illégaux et ravageurs de



l'homme sur les ressources naturelles viennent une fois de plus, confirmé les conséquences néfastes qu'ils pourraient avoir sur l'existence de nombreuses espèces fauniques telles les éléphants, les pangolins, pour ne citer que celles là. Le rhinocéros blanc du Nord du moins, le

temps que les progrès scientifiques le permettent, pourraient éventuellement être ressuscités, grâce aux stocks de sperme et d'ovules congelés. Mais les chances de reproduction restent minimes.

CONSTANT YAP

DÉCHETS ÉLECTRONIQUES

# Vaste opération de recyclage au Bénin

*L'objectif visé par cette initiative est de récupérer 50 % des déchets électronique d'ici 2017.*

Un programme de recyclage des déchets électriques et électroniques, accompagné d'une campagne de sensibilisation sur la préservation de l'environnement initié par MTN et Ericsson, a démarré au Bénin.

A la fin de cette opération dans les centres de service MTN et au niveau du dépôt à conteneurs de 20 pieds au Stade de l'Amitié de Kouhounou de Cotonou, des tonnes de matériaux électriques et électroniques vont quitter le Bénin pour Durban, en Afrique du Sud, pour y être recyclés par une entreprise spécialisée partenaire d'Ericsson. Cette campagne de collecte d'appareils usagés (téléphones portables, chargeurs, poste radio, ordinateurs, téléviseurs, batteries, fours à micro-ondes et autres) qui va s'étendre à d'autres pays de la sous-région ouest-africaine, a été lancée le 19 janvier à Cotonou, par les responsables des deux entreprises, avec le soutien de l'Autorité de régulation des communications électroniques et de la poste du Bénin (Arcep-Bénin).

La campagne vise à réduire l'impact potentiel sur l'environnement des déchets électriques et électroniques usagés.



**Dans un dépôt de déchets électroniques et informatiques**

Les appareils électriques et électroniques constituent aujourd'hui d'importants compagnons de la vie, permettant à l'homme de gérer son quotidien, "de jouer, d'apprendre et d'interagir" avec les autres.

Lorsqu'ils deviennent usés et qu'ils ne sont pas recyclés correctement, ces déchets représentent un danger pour l'environnement

et les populations dans le monde entier, y compris en Afrique, l'un des continents les plus touchés.

Selon le responsable des opérations d'Ericsson en Afrique Subsaharienne, Lars Christer Johannisson, les déchets peuvent contenir des éléments toxiques tels que le mercure ou le plomb, qui peuvent fondre dans la nature, contaminant l'air, l'eau et le sol.

Christer Johannisson a laissé entendre que beaucoup d'éboueurs ferrailleurs gèrent des déchets tels que le cuivre, le fer et l'or et toutes sortes de matériaux mais en réalité ne sont pas du tout qualifiés pour une telle activité, ce qui les expose aux produits chimiques et métaux toxiques qui peuvent les rendre malade.

Selon le directeur des affaires pu-

bliques de MTN, Nicolas Gomez, le recyclage informel des déchets est nuisible à l'environnement et à la santé.

Sofiath Onifadé, vice-présidente de l'Arcep-Bénin, a quant à elle déclaré qu'il ne suffit pas de vendre des cartes de recharge, des téléphones. Il faut aussi penser à la santé des consommateurs.

Une étude menée au Bénin a montré que les poissons du lac Nokoué, le plus grand du pays, contiennent du plomb, un métal lourd qui se retrouve dans la nature à travers les déchets électriques et électroniques.

Les autorités invitent la population à se débarrasser de ces déchets et ainsi préserver l'environnement et leur vie.

Nicolas Gomez, citant une étude, a expliqué que « la quantité de déchets électro-électroniques mondialement produits a atteint 48,9 tonnes en 2012 et augmentera de 33 % d'ici à 2017 selon les prévisions. Plus de 80 % de ces déchets ne sont pas traités dans des installations appropriées de traitement de déchets. »

B.E,  
SOURCE SCIDEV